

Rencontre des collectifs en coordination nationale



COMMUNIQUE DE PRESSE

Soixante délégués mandatés par plus de deux cents collectifs et associations contre les gaz et huiles (pétrole) de schiste, maillant le territoire national, se sont rencontrés les 24 et 25 novembre 2012 à La Ferté-sous-Jouarre en Seine-et-Marne, et déclarent :

L'incohérence et l'ambiguïté des annonces gouvernementales renforcent la mobilisation des collectifs et leur solidarité. Après s'être opposé fermement à la fracturation hydraulique, le gouvernement ouvre la porte à d'éventuelles techniques de recherche et d'extraction « propres » et « socialement acceptables. Il est pourtant évident que quelle que soit la technique utilisée, l'exploitation d'une source d'énergie fossile contribuera à augmenter les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

De plus, l'argumentaire purement économiste du gouvernement et son manque de clarté répondent à l'intensification du lobbying des industriels auprès des politiques et des médias. Les récentes prises de position du président de la République incitant les entreprises françaises à investir dans les "gaz de schiste" à l'étranger confortent les industriels dans leurs espoirs de pouvoir, à terme, les extraire sur le territoire national.

La multiplication et la diversité des collectifs sont à la mesure de l'augmentation des déclarations d'ouverture de travaux de forages, notamment dans le Bassin parisien (Contault, Champontran, Nonville, Sourdun, Chartronges, Saint-Mars –Vieux-Maisons, etc.).

Constatant les tergiversations du gouvernement et son manque de volonté politique, les collectifs s'inquiètent de la teneur du projet de loi modifiant le code minier. L'éventualité de cette modification par ordonnance serait un déni de démocratie de plus.

Nous demandons que les dispositions du code minier modifié soient mises en conformité avec la Charte de l'environnement - à valeur constitutionnelle - et avec le code de l'environnement, et intègrent par anticipation les nouvelles dispositions de la directive européenne « Etude de l'Impact Environnemental » (EIE).

La violence utilisée par les pouvoirs publics, à Notre-Dame-des-Landes (N.D.D.L.), à l'encontre des résistants, renforce notre inquiétude. L'annonce de l'arrivée des camions sismiques sur le territoire du permis « Bassin d'Alès », tout comme la reprise des travaux de forage dans le Bassin parisien, ne laisse-t-elle pas présager d'un traitement similaire de nos actions de résistance ?

Présents et solidaires des résistants à N.D.D.L., nous refusons aussi la destruction de nos territoires et lieux de vie.

**« On lâche rien ! »
Pas de gaz et huiles (pétrole) de schiste !
Ni ici ni ailleurs, ni aujourd'hui ni demain !**

Contacts presse :
Julien Collectif IDF - 06 75 60 59 34
ioulianos@live.fr

Pierre Collectif 77 - 06 82 52 69 26
pierredoerler77@wanadoo.fr